

## Israël martyrise la Palestine. L'Europe et l'ONU votent pour !

Dans le cadre d'une offensive généralisée, l'occupant israélien inflige à la Palestine un châtement collectif.

Le prétexte avancé par le gouvernement Nétanyahou est dérisoire. C'est en zone C, au milieu du bloc de colonies Gush Etzion, dans une zone annexée qui est littéralement interdite aux Palestiniens, que trois jeunes Israéliens auraient mystérieusement disparu.

Le 14 juin, le petit Ali, 7 ans, est mort à Beit Laya (bande de Gaza, territoire totalement bouclé par le blocus) des suites d'un bombardement aérien. Le 19 juin, 10 raids sur la bande de Gaza ont grièvement blessé plusieurs habitants. Cinq écoles ont été touchées par les bombardements. Le 20 juin, un autre « dangereux terroriste », le petit Mohmoud, 13 ans, a été tué à Hébron. Le 22 juin, deux jeunes hommes ont été tués par balle, l'un à Ramallah, l'autre à Naplouse. Ces crimes quotidiens contre la population civile ne sont rendus possibles que parce que la communauté internationale laisse faire ou est complice.

La Justice internationale qui poursuit des criminels de guerre en ex-Yougoslavie ou au Rwanda ne poursuit pas les dirigeants israéliens qui donnent l'ordre de tuer des enfants, d'utiliser des armes interdites contre la population civile et s'appêtent à faire alimenter de force les prisonniers grévistes de la faim, au mépris de toutes les normes internationales qui considèrent qu'une telle pratique est une torture. L'offensive israélienne se poursuit contre les prisonniers palestiniens, en grève illimitée qui refusent l'isolement et la détention administrative. Aux prisonniers actuels s'ajoutent plusieurs centaines de Palestiniens arrêtés ces derniers jours. Il y a aujourd'hui 21 parlementaires dont le président du Parlement palestinien en prison.

Les dirigeants du gouvernement israélien le disent eux-mêmes : au-delà de la recherche des étudiants enlevés, il s'agit pour eux d'une opération d'envergure chargée « d'extirper de Cisjordanie tout ce qui est vert ». Il s'agit de détruire l'alliance récente passée entre le Hamas et l'Autorité Palestinienne qui a permis, en répondant à une aspiration populaire, de constituer un gouvernement d'union nationale. Ce gouvernement est en passe d'être reconnu par tous les pays alors que les dirigeants israéliens exigent qu'il soit considéré comme « terroriste ».

Pendant ce temps, l'épuration ethnique se poursuit dans le Néguev/Naqab où le village d'Al Araqib vient de subir sa 70e destruction. L'armée israélienne a même détruit le cimetière du village où les habitants pourchassés s'étaient réfugiés. Dans la vallée du Jourdain, les destructions de maisons se poursuivent. Et le budget alloué aux programmes de colonisation a augmenté notablement.

C'est dans un contexte aussi violent en pleine offensive israélienne généralisée qu'un acte particulièrement obscène a été commis à l'ONU : sur proposition du groupe des pays européens, c'est Israël puissance occupante qui a été élue par le biais de son représentant Mordehaï Amohaï à la vice-présidence d'une commission chargée de la décolonisation, des droits du peuple palestinien et des territoires occupés !!

L'UJFP dénonce cette complicité de l'Europe et de l'ONU avec une politique criminelle. Elle appelle à multiplier les pressions sur les dirigeants occidentaux pour qu'ils exigent l'arrêt de l'offensive israélienne et la démission d'Israël de la commission chargée des droits des Palestiniens. Elle appelle les citoyens du monde entier à amplifier le BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) dont les succès sont aujourd'hui la seule chose qui effraie ce régime et limite son sentiment de toute puissance.

Le Bureau National de l'UJFP le 23 juin

### SOMMAIRE

p.1 Edito : Israël martyrise la Palestine

p.2 Les Palestiniens dorment parmi les tombes

p.3 20 raids israéliens sur la Bande de Gaza

p.4 Oui à la laïcité, non aux discriminations

p.5 La Grande Synagogue appelle à la guerre sainte

p.6 Université d'été de la solidarité internationale

p.7 Soutien aux inculpés BDS d'Alençon

p.8 - La barbarie annoncée - Qui sommes-nous ?

# UJFP expression

## Les Bédouins palestiniens dorment parmi les tombes, Israël efface leur mémoire !

Depuis plus de 12 ans, un village bédouin palestinien du Néguev, al-Araqib, est harcelé par l'administration israélienne qui veut en chasser ses habitants au prétexte qu'ils seraient des « squatters ». Pourtant les habitants possèdent des titres de propriété remontant à la fin du XIXe siècle, titres qu'Israël ne reconnaît pas. Des ruines, un puits, quelques arbres et le cimetière, construits avant même le mandat britannique, confirment la présence ancienne de ces villageois sur ces terres.

Depuis 4 ans, ce village a été détruit 70 fois par la police israélienne, mais il continue à résister. Avec des militants solidaires israéliens, les habitants reconstruisent aussitôt ce qui est détruit. Quelques familles avaient trouvé le vieux cimetière du village comme ultime refuge et avaient réussi à y reconstituer un semblant de vie...

Le 12 juin\*, les autorités israéliennes ont osé franchir une « ligne rouge » : **pénétrer dans l'enceinte du cimetière** et y détruire tout ce qui restait du village, en particulier la citerne et la mosquée.



Une douzaine de familles ainsi que quelques militants israéliens résistent toujours, campant parmi les restes dévastés du cimetière sous la surveillance de la police. La solidarité bédouine et militante s'est tout de suite organisée pour fournir eau, nourriture, couvertures ...

La nuit, **tous dorment dehors, entre les tombes** : les enfants comme les vieux, les femmes comme les hommes. La police les surveille même la nuit, en les harcelant, en circulant parfois en voiture à grande allure autour des tombes...

Le gouvernement israélien expulse de leurs terres les Bédouins palestiniens du Néguev, citoyens israéliens, au profit de colonies juives, en les obligeant à vivre dans des conditions indignes.

Les gouvernements européens doivent user de tous les moyens économiques et diplomatiques pour qu'Israël se conforme au droit international.

24 juin 2014, le Bureau National de l'UJFP

\* Voir la lettre de Gadi Aldazi sur notre site : <http://www.ujfp.org/spip.php?article3284>

# expression

## 20 raids israéliens sur la bande de Gaza ce dimanche 29 juin 2014

Cinq palestiniens ont été blessés tôt ce matin dans la bande de Gaza suite à des raids israéliens. L'aviation israélienne a mené vingt raids sur plusieurs régions dans la bande de Gaza ce dimanche 29 juin 2014.

Quelle horreur !

Les raids ont touché plusieurs terrains agricoles, centres, stades, mosquées et maisons dans la ville de Gaza, les villes de Khan-Younis et de Rafah au sud de la bande de Gaza, les villes de Deir El Ballah , de Buriij et de Nussirat au Centre de la bande de Gaza, et les villes de Jabalya et de Beit Lahya au nord de la bande de Gaza.

Quelle honte d'attaquer et agresser les civils en ce premier jour de Ramadan !

La bande de Gaza de nouveau bombardée par l'aviation israélienne Les agressions israéliennes contre les civils de Gaza se poursuivent. La situation est de plus en plus difficile pour notre population civile dans cette région sous blocus.

Le gouvernement israélien veut exporter ses problèmes internes en attaquant les villes palestiniennes en Cisjordanie et en bombardant la bande de Gaza, une région sous blocus israélien inhumain depuis plus de sept ans.

Devant le silence complice de cette communauté internationale officielle impuissante.

Jusqu'à quand ?

Quand cela va s'arrêter ?

Quand le monde va réagir ?

Gaza la vie défie les avions de l'occupation !

Gaza la vie patiente !

Gaza sous les bombes espère !

Gaza sous blocus persiste !

Gaza l'espoir résiste !

Gaza la dignité existe !

Et Gaza l'avenir vit !

29 juin 2014 par Ziad Medoukh

### Je souhaite :

- être informé des activités de l'UJFP :
  - par e-mail
  - par courrier postal
- adhérer à l'UJFP : (ci-joint un chèque à l'ordre de l'UJFP)
  - 50 euros (membre actif)
  - plus de 50 euros (membre de soutien)
  - 10 euros (chômeurs et précaires)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Adresse e-mail :

Téléphone :

*renvoyez ce formulaire à UJFP, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris*

# UJFP action

## Appel du 18 juin 2014 : Oui à la laïcité, non aux discriminations

Nous Femmes voilées interdites de sorties scolaires, mais aussi parents d'élèves, femmes, syndicalistes, politiques, militant-e-s associatifs, femmes et hommes politiques, intellectuel-le-s, citoyen-ne-s, lançons un appel pour le respect de la laïcité et la fin des traitements discriminatoires.

Nous appelons à un rassemblement le mercredi 18 juin à 14h devant le ministère de l'éducation nationale afin d'exiger l'abrogation de la circulaire Chatel.

A l'heure où la France fait la Une des journaux du monde entier, où la patrie des droits humains est devenue la patrie du rejet des étrangers, des « autres », de toutes celles et de tous ceux qui ne correspondent pas à la norme dominante (blanc, homme, chrétien, riche...), nous lançons cet appel pour tenter un sursaut et faire émerger de l'intelligence, du désir d'être ensemble quelles que soient nos différences.

Parce que nous portons un foulard nous n'avons pas le droit d'accompagner nos enfants aux sorties scolaires, mais nous avons le droit de nous présenter aux élections de délégués de parents d'élèves, nous avons le droit de siéger dans les conseils d'écoles, nous avons le droit de participer aux activités dans l'enceinte de l'école mais nous sommes surtout les bienvenues pour faire des gâteaux...

Nous ne pouvons pas trouver les arguments cohérents pour expliquer cela à nos enfants, sans parler des doutes et interrogations qu'ils vivent chaque jour face à l'exclusion de leur mère. Que penser à leur âge de la maltraitance subie par leur maman de la part de l'institution scolaire ?

Malgré la multiplication des agressions, des discriminations et des humiliations... que nous subissons chaque jour devant nos enfants, nos voisins, les parents d'élèves, les enseignants, nous poursuivons nos mobilisations et nos actions, pour que la laïcité, qui articule la neutralité des institutions et les libertés individuelles des citoyens, soit enfin respectée et appliquée.

Notre résistance face à toutes ces intimidations s'amplifie chaque jour afin de poursuivre notre but : Citoyennes de ce monde, nous revendiquons l'égalité pour toutes. Nous exigeons l'arrêt des traitements discriminatoires. Rien ne nous fera reculer, nous sommes déterminées à être présentes, engagées à part entière dans cette société, à l'école comme dans nos quartiers, au travail comme dans nos familles. Partout où nos droits sont bafoués.

Nous, signataires de cet appel, demandons l'abrogation de la circulaire Chatel, cette circulaire sexiste et islamophobe, ainsi que toutes les lois et circulaires discriminatoires qui l'ont précédée.

### **Islamophobie, Discriminations, Sexisme, Injustice, Inégalités, Stigmatisation : Ça suffit.**

Nous invitons les femmes, les parents d'élèves, la société civile, les journalistes, les intellectuels, les enseignants, les politiques, les mouvements féministes et les associations à nous rejoindre et à soutenir ce combat : celui de la laïcité, celui de l'égalité, à mettre fin à ces peurs sans cesse agitées favorisant la montée de l'extrémisme qui contribue à monter les populations les unes contre les autres.

dimanche 15 juin 2014

**Signataires** : des personnalités et Mamans Toutes Egales, Sorties Scolaires Avec Nous, Toi Plus Moi Plus ma Maman, Mon Enfant l'Ecole et Moi, ARDLFM (Association pour la Reconnaissance des Droits et Libertés aux femmes Musulmanes), CFPE (Collectif des Féministes Pour l'Egalité), Collectif Les mots sont importants, Commission féministe du NPA, Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie, Militants du Front de Gauche Contre l'Islamophobie, Parti des Indigènes de la République, Sortir du Colonialisme, UJFP, 8 mars pour toutes, Femmes en lutte 93, FASTI, CEDETIM/IPAM, Commission Egalité d'Ensemble

# UJFP expression

## **Alerte : la grande synagogue de Paris appelle à la guerre sainte !**

*"Alerte : la grande synagogue de Paris appelle au Djihad. Sergent recruteur : Yossi Gal Ambassadeur d'Israël en France. Voici ce que l'on peut lire dans un communiqué officiel\**

*"L'Ambassade d'Israël souhaite informer la Communauté juive de l'arrivée d'un représentant de TSAHAL (l'armée israélienne) à Paris.*

*"La rencontre aura lieu à la Grande Synagogue de la Victoire, 44 rue de la Victoire, le 26 mai entre 18h30 et 20h00, 75009 Paris."*

Et il est précisé que des rendez-vous individuels pour engagement sont possibles.

L'alliance de la kippa et du fusil UZI est organisée au centre de Paris.

La communauté juive religieuse se retrouve ainsi envahie et prise en otage dans le plus prestigieux de ses lieux de culte.

Pendant que la plupart des médias s'inquiètent du départ éventuel en Syrie de tel ou telle, c'est au grand jour et sans commentaires que Tsahal recrute dans un édifice religieux.

Tsahal :

- une armée coupable de nombreux crimes de guerre avérés.
- une armée qui en ce moment même organise l'épuration ethnique du Néguev et de la vallée du Jourdain en Cisjordanie, par la destruction des villages et l'expulsion des habitants (voir le rapport de l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires dans les territoires occupés palestiniens (OCHA) publié le 22 mai dernier).
- une armée qui vient d'assassiner cette semaine deux adolescents mineurs et inoffensifs en Cisjordanie, ce qui a provoqué la demande de l'ONU d'une ouverture d'enquête, et fait scandale sur les chaînes de télévision du monde entier mais beaucoup moins en France.
- une armée dont l'organisation DCI Palestine dénonce les arrestations de plus en plus fréquentes d'enfants et adolescents suivies de traitements violents en prison.

L'UJFP demande au gouvernement français de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour rappeler à l'ambassadeur d'Israël en France les devoirs auxquels son accréditation l'oblige, dans le respect des lois de la République et du droit international.

**L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) demande au Ministre de l'Intérieur, ministre des cultes, d'interdire immédiatement cette réunion, à la grande Synagogue comme ailleurs.**

Bureau National de l'UJFP, 24 mai 2014

**Plus de textes, plus d'infos**

Sur [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org)

\* NDLR : ce communiqué a rapidement disparu du site de l'ambassade israélienne, aussitôt notre communiqué paru. Il reste pourtant consultable ici, sur le cache de Google : <http://webcache.googleusercontent.com...>

## À l'Université d'Été de la Solidarité Internationale, l'UJFP répond encore présent !

L'UESI se déroule du mercredi 2 au samedi 5 juillet 2014 principalement à l'Université de Rennes 2. Cette Université d'Été de la Solidarité Internationale est un rendez-vous incontournable pour tous ceux qui œuvrent, ici et là-bas pour un monde meilleur. C'est une occasion unique de rencontres, de débats, de formation, pour faire avancer des projets de solidarité.

Cette année, la thématique choisie est : **“Bien vivre ensemble, c'est possible ! Des alternatives pour des transitions solidaires”**

Comme il y a 2 ans à Lyon et il y a 4 ans à Pessac l'UJFP participe à cette UESI organisée par le [CRID](#) (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement). Conjointement avec l'[AFPS de Rennes](#) (Association France Palestine Solidarité) et l'[ATMF](#) (Association des Travailleurs Maghrébins de France), l'UJFP anime deux ateliers en rapport direct avec nos engagements.

Judi 3 juillet 15h-18h

### « Gaza nous regarde »

Comment témoigner, agir contre l'inhumanité d'un blocus qui prive toute une population des droits les plus élémentaires ?

2014 a été déclaré l'année de la Palestine par l'ONU. Nous voudrions attirer l'attention sur ce territoire palestinien, véritable prison à ciel ouvert pour ses 1 800 000 habitants car soumis depuis de nombreuses années à un blocus impitoyable et illégal, avec des conséquences désastreuses pour ses infrastructures, son économie, la santé de ses habitants.

**Intervenants** (sous réserve ; sinon en liaison par Skype) :

- ▶ Ziad Medoukh (professeur de français à l'université Al-Aqsa de Gaza - Palestine)
- ▶ Raji Sourani (directeur du PCHR Gaza - Palestinian Center for Human Right - Palestine)

Vendredi 4 juillet 15h-18h

### « Islamophobie/antisémitisme : les réponses citoyennes »

Diagnostic et pistes de réflexion sur le racisme et le "vivre ensemble" judéo-arabe.

Crispations identitaires, concurrence victimaire, islamisme « radical », affaire Dieudonné, femmes voilées... : ces questions sont souvent au cœur de l'actualité médiatique, à défaut peut-être d'être de véritables sujets de préoccupation des Français. Comment lutter en particulier contre ces deux racismes que sont l'islamophobie et l'antisémitisme, en quoi ceux-ci présentent-ils de nouvelles formes, en quoi sont-ils liés au conflit israélo-palestinien ? Comment (re)trouver de nouvelles solidarités, ce sont les questions que nous nous se poserons.

**Intervenantes :**

- ▶ Michèle Sibony (membre du bureau national de l'UJFP)
- ▶ Ismahane Chouder (Présence et Spiritualité Musulmane)

**D'autre part**, signalons que la Plateforme des ONG pour la Palestine, dont l'UJFP et l'AFPS sont parties prenantes, anime aussi un atelier Vendredi 4 juillet 15h 18h : « **Vivre la Palestine** »

Animation pédagogique de sensibilisation citoyenne sur la situation en Palestine basée sur un jeu de mise en situation, à mi-chemin entre jeu de rôle et jeu de plateau. qui s'appuie sur le droit international et les résolutions et rapports de l'ONU pour le respect des droits de l'Homme.

# action

## ***Appel au soutien des « 7 inculpés BDS d'Alençon »***

**RASSEMBLEMENT LUNDI 22 SEPTEMBRE 2014 à 14H 00**

**devant la Cour d'Appel - Nouveau Palais de Justice - Place Gambetta - 14000 CAEN**

Chantal, Christine, Nicole, Alain, Jo, François et Pierre les 7 militants du Collectif Palestine Orne, doivent être relaxés.

Après plus de 3 ans de procédure, ils sont passés en procès le 22 juin 2013 en 1ère audience devant le TGI d'Alençon; le 19 septembre ils se sont vus condamnés, individuellement, à 500 € d'amende assortis du sursis et à verser, solidairement, 500 € à chacune des 4 parties civiles.

Ils ont fait appel de cette décision particulièrement scandaleuse et totalement injustifiée et seront jugés pour les mêmes motifs à savoir :

*« provocation, incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou groupe de personnes, à raison de son appartenance à une ethnie, à une race, à une religion ou à une nation »*

et de :

*« entrave à l'exercice normal d'un magasin »*

Tout cela suite à une action d'information auprès des clients d'un magasin Carrefour à Alençon, le 10 février 2010, les appelant au boycott des produits israéliens pour dénoncer la politique du gouvernement israélien : occupation et colonisation de la Palestine, construction du Mur de séparation, blocus de la Bande de Gaza...

Cette action s'inscrit dans le cadre de la Campagne BDS qui atteint une audience de plus en plus forte et qui, chaque jour, fait preuve de son utilité et de son efficacité à travers les centaines d'actions qui se déroulent dans plus de 40 pays. Et inquiète très sérieusement les autorités israéliennes.

Ainsi tout récemment, la Commission Européenne préconise (dans ses lignes directrices publiées au J.O. De l'UE du 19 juillet 2014) que « tous les accords entre l'UE et Israël doivent indiquer sans ambiguïté et explicitement qu'ils ne s'appliquent pas aux Territoires occupés par Israël en 1967 (Jérusalem-Est, Cisjordanie, Gaza et plateau du Golan) ».

Il est plus que jamais nécessaire de renforcer la vaste mobilisation qui s'est mise en place, non seulement lors du procès d'Alençon, mais aussi lors des procès de nos camarades de Bordeaux, Pontoise, Paris, Bobigny, Mulhouse et Perpignan pour :

- *dénoncer une grave atteinte à la liberté d'expression et le fait de traiter les militants de la paix comme des délinquants*
- *réaffirmer la légitimité de notre solidarité avec le peuple palestinien*
- *exiger l'abrogation de la circulaire Alliot – Marie*
- *mettre fin à l'impunité d'Israël*

Notre procès, ainsi que les 6 autres, s'ils traduisent une véritable volonté politique de casser l'élan et l'essor de la campagne BDS, sont aussi une formidable caisse de résonance et une tribune pour médiatiser et populariser nos actions de solidarité avec les Palestiniens.

Vous pouvez apporter votre soutien financier pour faire face aux frais de justice (*chèque à l'ordre de AFPS61 – mention BDS*) à adresser à Collectif Palestine Orne (\*) 21, rue d'Argentan 61000 Alençon

(\*) *AFPS61, ATTAC, AL, ADM, CGT61, CRPL, EELV, FSU, La CIMADE, LDH, M'PEP, NPA, PCF, PG61, SUD.*

**UJFP 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris 07 78 38 34 94**

**e-mail:** [contact@ujfp.org](mailto:contact@ujfp.org)

Directeur de publication: A. Rosevègue

# La barbarie annoncée

Darius (nous le nommerons ainsi puisque c'est sous ce nom que nous connaissons ce jeune adolescent rom), son calvaire : lynché à mort vendredi 13 juin dernier au soir à Pierrefitte (93), retrouvé moribond au fond d'un caddie, sur le parking d'une grande surface, le long d'une route nationale.

Ce n'est pas la première fois que nous nous exprimons à propos de la politique française vis-à-vis des populations roms qui tentent de survivre, dans les conditions inhumaines qui leurs sont imposées, sur le territoire français.

Pas la première fois que nous condamnons les propos racistes et honteux des plus hauts représentants de l'Etat – ceux de l'époque sarkozyste et ceux de l'ère actuelle dite socialiste, en tout point identiques.

Pas la première fois non plus que nous mettons en garde nos concitoyens sur les conséquences dramatiques que cette politique raciste génère.

Aujourd'hui, après ce drame effroyable, nous mesurons le chemin parcouru depuis les premières déclarations racistes sur les Roms de Nicolas Sarkozy à Grenoble en juillet 2010 jusqu'à celles de Manuel Valls au cours des années 2012/2013, celles récentes de son successeur, celles des candidats et élus socialistes ou pas, maires ici et là depuis. Une escalade de propos stigmatisants, racistes, culturalistes, aux seules fins de rendre acceptable aux yeux du plus grand nombre cette politique d'Etat criminelle. Le drame de Pierrefitte en est l'aboutissement inexorable.

Le corps de Darius - réduit en un amas de chairs méconnaissables, broyé comme l'emballage d'un objet sans valeur abandonné au fond d'un caddie - témoigne des ravages idéologiques qu'engendrent ces discours insensés. Le martyr de Darius nous concerne tous. Il ne nous renvoie pas seulement aux crimes européens d'hier, il préfigure plus exactement ceux à venir – qu'on le veuille ou non – ici, en France, en Europe en général.

Les populations roms – déjà martyrisées sous le nazisme en même temps que les Juifs européens – sont aujourd'hui menacées – et elles seules cette fois-ci – d'être à nouveau les victimes de ce racisme qui gangrène l'Europe toute entière. Les formes et les moyens de destruction seront autres évidemment. Mais le crime de Pierrefitte, commis dans l'indifférence générale, préfigure la sauvagerie qui menace de s'abattre à nouveau sur eux, victimes absolues parce que sans défense, sans représentativité aucune, sans protection aucune – ici et ailleurs. Nous sommes tous concernés par cette barbarie annoncée, l'Humanité toute entière est à nouveau menacée.

Nous ne cessons de l'affirmer : nous devons refuser et combattre fermement ce racisme et cette xénophobie, ce mépris de l'Homme, qui gangrènent notre société, font le lit du fascisme. Il est temps encore de réagir !

Le Bureau National de l'UJFP, le 27 juin 2014

## Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994-lors de la fête de Pessah 5754- comme section de l'Union Juive Internationale pour la Paix (UJIP) disparue depuis. En 2002 elle est devenue membre fondateur de la Fédération des Juifs européens pour une Paix juste (EJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour "créer un monde meilleur".

Le sionisme a abouti à la création de l'État d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en œuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit à créer son propre État indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens et sans la fin de l'apartheid israélien qui fait de sa population palestinienne des citoyens de seconde zone.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant à la voie de la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui œuvrent ensemble

- ▶ pour le "vivre ensemble" en France comme au Proche-Orient
- ▶ pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,
- ▶ et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

imprimerie spéciale **Participation aux frais libre**